

Erref. kodea: LAF-210-114

Izenburua: Politikaz artikulua

*de G...
...
...
210-114*

1819 17
Maison (?) à
M. Garat -
politique électoral?

Cahiers

Appartenant à Monsieur Pierre Lafitte

mes est illimité. Il faut d'abord, en ce qui concerne la grosse industrie, faire de la participation aux bénéfices une réalité qui redonne à la France ouvrière le goût du labeur, et rétablira l'harmonie naturelle entre le capital et le travail.

Appliquée rationnellement, mais immédiatement et avec hardiesse, cette réforme, dissipant le malaise qui paralyse notre action industrielle pendant que les autres nations se débattent encore dans des grèves ruineuses pour leur prospérité, contribuera, pour une large part, à faire regagner à notre pays la place d'avant-garde que, logiquement, il doit tenir dans le monde, tant au point de vue de conquêtes sociales que du progrès matériel.

Les heurts qui accompagnent les essais d'organisation syndicale nous démontrent la nécessité impérieuse d'établir un Code des droits, mais aussi des devoirs, de chacun des Syndicats vis-à-vis du reste de la nation. La grève, moyen légal, mais qui est à une industrie ce que la guerre est à un pays, ne doit être envisagée que lorsque ont échoué tous les moyens d'arbitrage pour faire aboutir de justes revendications.

La création de logements ouvriers, la recherche rigoureuse des conditions d'hygiène, dans les habitations comme dans les ateliers, le conditionnement du travail permettant la plus large pratique des sports et de l'étude, sont autant de problèmes dont dépendent la vitalité ainsi que la force physique et morale de notre race, et dont nous poursuivrons avec énergie la solution.

L'agriculture demeure la principale richesse de la France. La culture a besoin d'être intensifiée, l'outillage modernisé. Nous encourageons la création de Syndicats agricoles pour l'achat en commun de machines et d'engrais, ainsi que le reboisement qui est une nécessité pour le pays basque; la disparition des arbres étant la cause de pertes et de ravages déplorables.

Notre programme politique s'inspire des principes qui constituent le patrimoine commun de tous les citoyens : *Justice, Liberté, Ordre, Progrès social, Travail.*

L'œuvre économique de demain est considérable, elle peut se résumer dans ces termes : *économiser et produire davantage.*

Si vous nous estimez dignes de votre confiance et de vos suffrages, nous nous efforcerons, par une collaboration active et dévouée, de contribuer à la grandeur de notre chère patrie, tout en travaillant à la prospérité des arrondissements de Bayonne et de Mauléon.

Vive la République !
J. GARAT, Docteur CASAMAYOR
Ferdinand HIRIGOYEN.

LA FOIRE D'HIVER
ment, à cause des

BASSES-PYRENEES

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

Liste d'Union républicaine

Voici la profession de foi des candidats de la liste d'union républicaine :

Chers Concitoyens, Parlement a le devoir d'accomplir dans sa prochaine législature, imposé à ceux qui sollicitent vos suffrages d'examiner avec soin :

d'aujourd'hui et de demain.

Pendant la guerre, les Français se sont vus à eux-mêmes, en même temps qu'au monde entier. Divisés d'abord par nos dissensions politiques, nous dominions par nos victoires une impression des desseins de nos ennemis, qui a encouragé les desseins de nos ennemis.

L'union qui a vaincu, le meilleur facteur d'activité, d'ordre et de progrès. La concorde prolongée de tous nous a rendus invincibles; continuons-la, tout ou moins, jusqu'à ce que notre patrie soit relevée de ses ruines.

L'idée républicaine, elle demeure indiscutable. La République est le régime qui a permis à la France de passer l'agression allemande et armées ont brisé l'agression allemande et sauvé tous les peuples de la plus abjecte des tyrannies. Nous avons démontré que nous étions dignes de la plus grande liberté dans le domaine politique et religieux et social. C'est l'enseignement à tirer de la guerre: il y aurait une coupable erreur à la méconnaître.

Nous sommes partisans de la liberté sous toutes ses formes, mais nous sommes républicains et de vives associations ouvrières et les Syndicats professionnels, pour les associations de fonctionnaires, en refusant cependant à ceux qui tiennent une position de l'autorité publique le droit de grève qui paralyserait la vie nationale.

Nous voulons la liberté dans l'ordre. Nous sommes contre toutes les dictatures, contre celle qui, sous prétexte d'ordre, étoufferait la liberté, aussi bien que contre celle qui, au nom de la liberté, nous conduirait au désordre.

Notre système administratif est devenu un cadre trop étroit, pour notre activité nationale. Il conviendrait de toute nécessité, de supprimer les tentatives administratives et renforcer les tentatives de réalisation des réformes et des projets les plus conformes aux vœux et aux besoins du pays; de réduire au strict minimum la bureaucratie inutile et combattre la routine bureaucratique qui servent plutôt celle de notre administration, et en particulier celle des départements et des communes; d'élargir le rôle de notre pouvoir central et d'augmenter le nombre des fonctionnaires; de diminuer le nombre des fonctionnaires mais d'augmenter leur traitement, en exigeant d'eux un travail plus équitablement rémunéré.

Les pensions civiles et militaires sont insuffisantes; nous demandons leur relèvement afin de permettre aux vieux serviteurs de l'Etat de vivre dignement.

Vis-à-vis de nos ennemis, nous exigerons une plus grande vigilance et la stricte application du traité dans toutes ses clauses, sans prudence comme sans faiblesse.

A l'égard de nos alliés, nous voulons une politique d'entente amicale, inspirée des grandes heures de gloire et de souffrance. Veillons à ce que nous ne soyons pas réduits à ce que nous ne pouvons pas procurer à nos alliés. Il a droit de compensation légitime aux heures de gloire et de souffrance. Nous ne voulons pas que nous soyons réduits à ce que nous ne pouvons pas procurer à nos alliés.

La guerre a créé des dettes énormes. Les combattants ont des droits et des intérêts légitimes. Nous en serons les défenseurs dévoués et énergiques.

Voies dilapidées d'ordre budgétaire sont considérables; elles paralyseraient insupportables si le déficit n'était pas couvert par nos ressources. Nous ne voulons pas que nous soyons réduits à ce que nous ne pouvons pas procurer à nos alliés.

Notre monnaie, d'envieser l'emploi intensif du crédit de l'Etat; d'agir sur les nations alliées et leur gouvernement pour obtenir une amélioration du change et des facilités de transport des matières premières destinées à notre industrie. Nous voulons le dégrevement des familles et des ménages sans enfants.

A l'apogée de sa grandeur morale par son patriotisme qui a provoqué l'admiration de tous les peuples, par son héroïsme en face du danger comme par son calme et son esprit de discipline aux moments les plus angoissants de l'invasion, plus qu'aucun autre nation, la France sort de cette vie matérielle.

Tous nos efforts doivent tendre à rendre à une crise qui menace de devenir inquiétante, consistant à :

Aider à la reprise de la vie normale sous toutes ses formes;

Demander la liberté du commerce et des importations; l'activité nationale trop longtemps enroulée au et agricole; encourager ses facultés de notre marine marchande dont l'insuffisance nous rend tributaire de l'étranger;

Lutter contre l'étatisme qui engendre la hausse excessive des denrées, et combattre la cherté de la vie dans toutes ses manifestations;

En ce qui concerne notre région, chercher à améliorer les passes de l'Adour et à donner à Bayonne d'un port de meilleur accès, donner au pays basque des voies de communication et les lignes ferrées indispensables au développement du tourisme et au trafic des marchandises.

Dans le domaine social, le champ des réfor-

mes à accomplir est immense. Nous sommes convaincus que nous pourrions accomplir beaucoup plus si nous étions unis. Nous sommes convaincus que nous pourrions accomplir beaucoup plus si nous étions unis.

Question de Confiance

«La France» a dit que Garat a mauvais caractère. Calomnie ou médisance?

Inondie des Arènes - Lettre longue - article du code allégi du mot aspects
des - Ignorance ou escamotage

Séance du comité secret : Exp. d'Orient - Traité de « marine d'eau
douce » pour incompétence - Hué pour escamotage de 2 dépêches

Un autre jour il puise sa documentation dans les
télégrammes allemands - Démenti formel - Journaux.

Inadvertance - Distraction trop forte - h. réfléchi

Donc pas de milieu : ignorant, tricheur, ou étourdi

Il ne mérite pas la confiance

D'ailleurs quelle crédit peut-il avoir à la Chambre

— . — . — . —

Les deux autres

Ils ont eu tort de s'associer à Garat : car ou ils le
connaissaient ou ils ne le connaissaient pas.

S'ils le connaissaient . . . ils sont bien mauvais

S'ils ne le connaissaient pas . . . ils ont tort : ils sont peu réfléchis

S'ils l'ont mal connu . . . c'est qu'ils ont l'esprit bien étroit

Dans les trois cas ils ne méritent pas la confiance.

Le Programme

Les auteurs veulent contenter tout le monde : cela est impossible sans tomber dans la contradiction

1^o) - Il prétend contenter : les patriotes par la paix vigilante et les antimilitaristes par la suppression de la guerre et des armements. La paix et la suppression de la guerre impossible sans armements.

2^o) Question religieuse - Que les catholiques soient contents d'être libres et que les anticatholiques soient heureux : rien n'est promis aux catholiques.

3^o) Questions vaticane - Catholiques, vous obtiendrez des relations courtoises. Anticatholiques : ce parle de simple politesse pour les relations forcées.

Donc ce programme multicolore - sans couleur tricolore - ne mérite la confiance ni des patriotes, ni des antimilitaristes, ni des radicaux, ni des catholiques.

Gouvernement ne doit voter que le contraire.

La question religieuse.

Nous sommes non seulement dignes mais nous avons droit à la liberté de conscience.

1^o) Nous réclamons le retour en France des Congrégations religieuses d'hommes et de femmes - Comme la guerre ou la volonté. Capucins de Bayonne - Sœur d'Haritz, etc. - Malou.

2^o) Droit d'association pour les Congrégations religieuses dans un but même purement religieux.

3^o) Droit de propriété dans un but purement religieux.

4^o) Rapport des lois de la suppression des fondations de M^ours.

5^o) Le budget du culte - Révision de la Séparation - En 1791 on a proclamé dette publique pour biens confisqués - 1905 rienement.

6^o) Relations avec le S^t Siège - par simple courtoisie - M. Monjeu.

M. gaut est tenu par les radicaux et son passé : crucifix de Camp de Grati, de Hôpital, dans avec comités du Grimpé.

Liberté d'Enseignement

1^o) Nous réclamons pour les religieux et religieuses enseignants le droit de tenir école en France

2^o) Nous réclamons pour les écoles privées - même confessionnelles la faculté de recevoir des subventions de l'État en proportion du nombre d'élèves qui demanderaient leur enseignement.

3^o) Nous admettons le contrôle de l'État pour les affaires matérielles des écoles; l'État a le droit de voir les livres utilisés mais ne doit défendre que ceux qui sont contraires à la morale, à l'ordre, et à la vérité.

4^o) Nous prions les candidats de remarquer que cette liberté est très importante pour la Région. Deux exemples, un pour les fillettes, l'autre pour les garçonnets

Nstantky école laïque 15 garçons école libre 45 garçons

Villefranche école laïque 12 fillettes école libre 40 fillettes.

Comparaison des paiements: Institut laïque: 300^f le mois

" " " Institut libre: 33^f,33 le mois

L'Armée

Deux votes de Garat contre les peuples

1^o) Garat en 1914 - le 2^e quin - vote contre Ribot qui en prévision des dangers voulait garder la loi de trois ans et ne voulait pas avoir attaqué les privilèges de l'école libre.

2^o) Garat a voté contre le scrutin de liste et le sectionnement. Si le sectionnement n'avait pas passé, il se serait mis dans une liste où les francs combattants n'eussent point eu de part (Courrier)

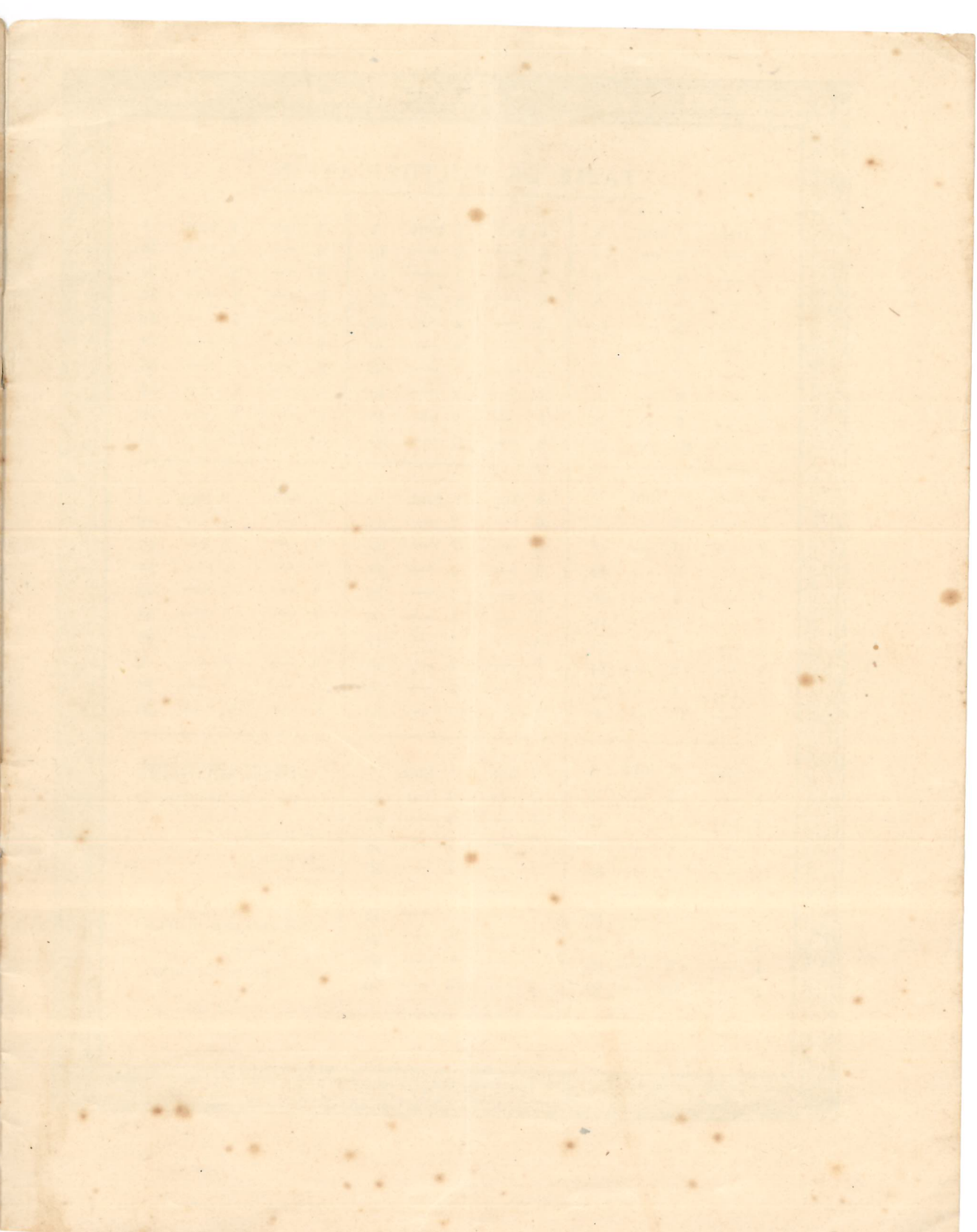
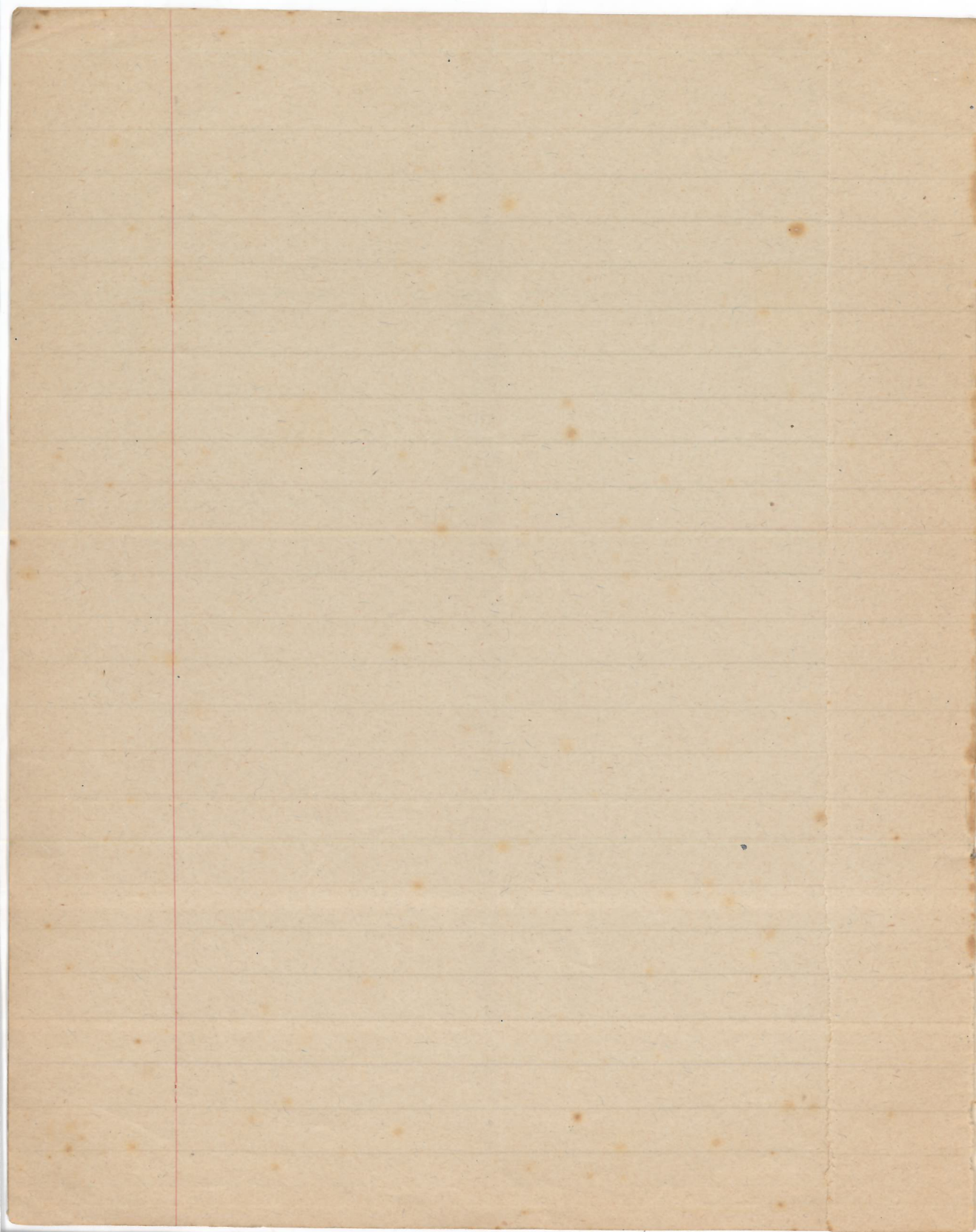
3^o) M. Garat prétend supprimer la guerre. Comment s'y prendra-t-il?

En supprimant les armements? ce serait rendre la France incapable de se défendre... ce serait la guerre Comment vivre sans arme si on agit par une politique de concessions et de paix à tout prix inaugurée par Caillaux et Malvy.

Ces sont les arguments du « Courrier », et des autres...

14 Nov. 1919

27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1
0



0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40

TABLE DE MULTIPLICATION

2 fois	1 font	2	5 fois	4 font	5	8 fois	1 font	8
2 —	2 —	4	5 —	2 —	10	8 —	2 —	16
2 —	3 —	6	5 —	3 —	15	8 —	3 —	24
2 —	4 —	8	5 —	4 —	20	8 —	4 —	32
2 —	5 —	10	5 —	5 —	25	8 —	5 —	40
2 —	6 —	12	5 —	6 —	30	8 —	6 —	48
2 —	7 —	14	5 —	7 —	35	8 —	7 —	56
2 —	8 —	16	5 —	8 —	40	8 —	8 —	64
2 —	9 —	18	5 —	9 —	45	8 —	9 —	72
2 —	10 —	20	5 —	10 —	50	8 —	10 —	80

3 fois	1 font	3	6 fois	1 font	6	9 fois	1 font	9
3 —	2 —	6	6 —	2 —	12	9 —	2 —	18
3 —	3 —	9	6 —	3 —	18	9 —	3 —	27
3 —	4 —	12	6 —	4 —	24	9 —	4 —	36
3 —	5 —	15	6 —	5 —	30	9 —	5 —	45
3 —	6 —	18	6 —	6 —	36	9 —	6 —	54
3 —	7 —	21	6 —	7 —	42	9 —	7 —	63
3 —	8 —	24	6 —	8 —	48	9 —	8 —	72
3 —	9 —	27	6 —	9 —	54	9 —	9 —	81
3 —	10 —	30	6 —	10 —	60	9 —	10 —	90

4 fois	1 font	4	7 fois	1 font	7
4 —	2 —	8	7 —	2 —	14
4 —	3 —	12	7 —	3 —	21
4 —	4 —	16	7 —	4 —	28
4 —	5 —	20	7 —	5 —	35
4 —	6 —	24	7 —	6 —	42
4 —	7 —	28	7 —	7 —	49
4 —	8 —	32	7 —	8 —	56
4 —	9 —	36	7 —	9 —	63
4 —	10 —	40	7 —	10 —	70

SIGNES ABRÉVIATIFS
DE L'ARITHMÉTIQUE

- moins ;
- + plus ;
- = égale ;
- × multiplié par ;
- : divisé par ou est à ;
- :: comme ;
- x nombre inconnu ;